Zeitschrift: Freiburger Zeitschrift für Philosophie und Theologie = Revue philosophique et théologique de Fribourg = Rivista filosofica e teologica di Friburgo = Review of philosophy and theology of Fribourg

Band: 54 (2007)

Heft: 1-2

Artikel: Terrorisme : réflexions définitionnelles et "urgences suprêmes"

Autor: Flückiger, Jean-Marc

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-760530

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

JEAN-MARC FLÜKIGER

Terrorisme : réflexions définitionnelles et « urgences suprêmes »[1]

INTRODUCTION : *JUST AND UNJUST WARS*, UN COUP DE TONNERRE EN 1977

En 1977, le philosophe Michael Walzer publiait son ouvrage *Just and Unjust Wars, A Moral Argument with Historical Illustrations,* qui remettait la théorie de la guerre juste au goût du jour.

Par « guerre juste », on entend une tradition philosophique qui puise ses origines au 4ème siècle dans les écrits de St-Augustin : après 4 siècles de martyre, la religion chrétienne était devenue la foi officielle de l'Empire Romain. Alors qu'il avait prôné le pacifisme depuis la mort de Jésus-Christ, le christianisme devenait soudain la religion officielle d'un empire constamment assailli et en guerre. Comment concilier alors le précepte chrétien de « si on te frappe sur la joue gauche, tends la joue droite » avec la politique belliqueuse d'un Empire qui avait fait pour sien l'adage « si vis pacem, para bellum » ?

La tradition amorcée par St-Augustin devait être perpétuée par des penseurs tels que St-Thomas d'Aquin, Francisco de Vitoria, Hugo Grotius ou Emmerich de Vattel. Même s'il est vrai que la « guerre juste » puise ses origines dans une tradition occidentale héritière du christianisme, celle-ci eut une influence capitale dans le développement du droit international et peut être considérée comme l'un des chapitres significatifs qui devait mener à la naissance des conventions dites « humanitaires » comme les Conventions de la Haye (1907) ou de Genève (1949, 1977).

Même si chaque principe de la tradition de la guerre est juste est soumis à dispute et à interprétation, on peut les synthétiser comme suit.[2] Bien que si la fin de la guerre en Irak ait propulsé sur le devant de la scène, la catégorie du *jus post bellum*,[3] je m'en tiendrai ici à la distinction classique entre *jus ad bellum* (« le droit d'entrer en guerre ») et *jus in bello* (« règles au cœur du conflit »).

[1] J'aimerais remercier les personnes suivantes qui m'ont fait bénéficier de leurs commentaires : Jean-Claude Wolf, Simone Zurbuchen, Benjamin Adler, Ignace Haaz, David Humair, Jean-François Mayer et Isabelle Wienand.

[2] Je reprendrai ici la synthèse proposée par WOLF, Jean-Claude : *Konsequentialismus, Deontologie und Theorie des gerechten Krieges.* In : MASTRONARDI, Philippe (éd.) : *Das Recht im Spannungsfeld utilitaristischer und deontologischer Ethik* (= ARSP-Beiheft 94). Stuttgart : Franz Steiner Verlag 2004, 41–54.

[3] Cf. OREND, Brian : *War and International Justice. A Kantian Perspective*. Waterloo : Wilfrid Laurier University Press 2000.

Au niveau du *jus ad bellum*, on cite généralement les éléments suivants :

– *Autorité légitime* : la guerre doit être déclarée par une autorité légitime (au Moyen-Âge, il s'agissait d'un roi, à l'heure actuelle, il s'agit des gouvernements).

– *Cause juste* : la cause doit être juste. « A l'origine il s'agissait de la punition d'une injustice. En lieu et place du paradigme de la punition, c'est le paradigme de l'auto-défense de la souveraineté nationale qui est entré en vigueur à l'époque moderne ».[4]

– *Solution de dernier recours* : la déclaration de guerre doit constituer une solution de dernier recours après l'échec de toutes les négociations diplomatiques.

– *Intention juste* : la guerre doit être déclarée avec l'intention de rétablir la paix et de respecter l'adversaire.

Au niveau du *jus in bello*, on trouve les éléments suivants :

– *Proportionnalité* :

> « sont à engager uniquement les moyens de guerre nécessaires à atteindre le bon objectif. Pas de violence plus que nécessaire ! Les moyens excessifs tels que le pillage, le viol et la torture sont disproportionnés et donc interdits [...]. Le traitement cruel d'innocents, prisonniers de guerre et blessés ne peut pas être justifié. Même s'il est vrai que les bombardements à large échelle et les armes de destruction massive peuvent conduire à une victoire rapide, elles ne sont pas adaptés à créer les conditions d'une paix durable ».[5]

– *Distinction entre combattants et non-combattants* : les non-combattants sont les personnes qui ne sont pas directement impliqués dans les actions de guerre et ne doivent pas faire l'objet d'attaques directes et délibérées.

L'impact de l'ouvrage de Walzer est d'autant plus remarquable que, en 1977, l'Amérique et le monde occidental en général étaient devenus extrêmement méfiants quant aux conflits armés : deux ans plus tôt, en effet, les Américains quittaient Saigon, humiliés par une guerre qu'ils avaient perdu à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis. Le « combat pour la liberté » contre les forces communistes du Nord Vietnam s'était soldé non seulement par une défaite mais, sur le front intérieur, les Américains avaient dû faire face à des mouvements de protestation violents, des manifestations, des émeutes et la création de groupes politiques violents comme le « Weather Underground » qui voulaient « ramener la guerre à la maison » (« bring the war home »).

En Europe, la guerre du Vietnam avait également amené des groupes terroristes comme la Rote Armee Fraktion à perpétrer des actes contre les forces américaines basées en Allemagne. De plus, à cette époque, de larges mouve-

[4] WOLF : *Konsequentialismus, Deontologie und Theorie des gerechten Krieges,* 42.

[5] WOLF : *Konsequentialismus, Deontologie und Theorie des gerechten Krieges,* 42.

ments pacifistes avaient vu le jour (on pense par exemple à l'organisation « Students for a Democratic Society » de laquelle devait naître le « Weather Underground », une faction violente qui estimait que la non-violence n'avait pas produit les effets escomptés).

Comment expliquer alors le succès de la théorie « walzerienne » à une époque où toute théorie qui considérait que certaines guerres pouvaient être justes étaient forcément considérée comme suspecte ?

D'une part, par l'influence des théories marxistes de la libération qui avaient bourgeonné dans le sillage des mouvements décolonialistes (on pense par exemple aux écrits de Franz Fanon) des années 40 à 60. L'idée « d'une violence politique juste » (dans la mesure où elle servait des buts révolutionnaires) n'était donc pas étrangère à beaucoup d'étudiants et de militants de gauche, même si les conditions différaient radicalement.

D'autre part par le fait que la théorie de Walzer prenait le contre-pied de la doctrine dominante de la politique américaine depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. En effet le réalisme politique s'était imposé sur un plan intellectuel grâce à des penseurs tels que Reinhold Niebuhr ou Hans Morgenthau, alors que sur le plan politique, la politique étrangère américaine était dirigée par Henri Kissinger, Secrétaire d'État de 1973 à 1977 sous les administrations Nixon et Ford.

Contrairement au réalisme qui considère que « la moralité est inapplicable à la sphère politique internationale », la théorie de la guerre juste introduit une notion morale – celle de justice – dans les relations internationales, et tout particulièrement dans leur forme la plus conflictuelle, la guerre. La théorie de la guerre juste permet donc, contrairement au réalisme politique qui ne prend en considération que les *intérêts* des États, une évaluation normative de la guerre.

Le propos de la présente contribution ne sera cependant pas de présenter les développements historiques des positions réalistes ou de la guerre juste, mais de montrer l'intérêt, l'importance et les limites de la théorie de Walzer pour l'évaluation morale du terrorisme. Je présenterai donc dans une première partie les réflexions de Walzer sur cette problématique.

Dans une seconde partie, je m'intéresserai au problème des « urgences suprêmes » telles que définies par Walzer et tenterai de montrer comment celles-ci pourraient justifier un argument en faveur du terrorisme pratiqué par certains groupes considérés comme « religieux » (comme celui pratiqué par l'organisation d'Ousamma Ben Laden).

Je montrerai également comment cet argument a des conséquences morales contre-intuitives : en effet, si l'on accepte cet argument, on devrait accepter les exactions commises par les nazis sur le front de l'Est lors de l'opération Barberousse (dès 1941).

A. Problèmes de définition : Walzer et le terrorisme

1. « Innocentisme », « non-combattantisme » et « abstentionnisme »

Dans les définitions proposées par les philosophes sur le terrorisme, je distinguerai quatre types de position que je qualifierais d'« innocentiste », de « non-combattantiste », de « civiliste » et d'« abstentionniste ».

Les positions dites « innocentiste », « non-combattantiste » et « civiliste » considèrent le terrorisme en fonction de la nature de ses victimes. La classification que je propose est basée sur l'attribution des prédicats d'« innocent », « non-combattant », « civil » pour définir la nature des victimes. Ainsi un « civiliste » définira les victimes du terrorisme comme des civils : par exemple Tomis Kapitan définit le terrorisme comme « the deliberate use of violence, or the threat of such, directed upon civilians in order to achieve political objectives ».[6] Un « non-combattantiste » définira par exemple le terrorisme comme « the organized use of violence to attack non-combatants (« innocents ») in a special sense or their property for political purposes ».[7]

Comme le montre ce dernier exemple, certains philosophes utilisent indistinctement certaines catégories (dans l'exemple de Coady « innocent » et « non-combattant »). Il semble pourtant que les catégories de « civils » et « non-combattants » doivent être distinguées : la catégorie de non-combattants est définie par des descriptions de type « les personnes qui ne blessent pas », alors que l'on peut déterminer au sens des conventions humanitaires de manière objective, c'est-à-dire par des critères objectifs, ce qu'est un civil (il ne porte pas d'uniforme, ne porte pas d'armes, etc.).

On pourrait également faire une remarque similaire au niveau de la distinction entre « non-combattants » et « innocents ». Dans leur fonctionnement justificatif, les deux catégories sont très différentes. Le cas des positions dites « non-combattantistes » présuppose une théorie ou du moins une tradition spécifique, la théorie (tradition) de la guerre juste, pour pouvoir porter un jugement moral sur le terrorisme. Dans les cas des positions « innocentistes » au contraire, la simple évocation de la définition constitue un jugement moral : pour les défenseurs de positions « innocentistes », le simple fait de « viser des innocents viole l'intuition fondamentale selon laquelle des innocents ne devraient pas être la cible d'attaques ou de violence physique ».[8]

[6] Kapitan, Tomis : *The Terrorism of "Terrorism"*. In : Sterba, James (éd.) : *Terrorism And International Justice*. New York : Oxford University Press 2003, 47–66, ici 48.

[7] Coady, Tony : *Defining Terrorism*. In : Primoratz, Igor (éd.) : *Terrorism : The Philosophical Issues*. New York : Palgrave Macmillan 2004, 3–14, ici 5.

[8] Corlett, J. Angelo : *Terrorism: A Philosophical Analysis*. Dordrecht : Kluwer Academic Publisher 2003, 115.

Les positions « abstentionnistes » considèrent que, pour différentes raisons – parfois explicites, parfois implicites – on ne peut inclure une référence à la nature des victimes du terrorisme dans une définition du terrorisme. Virginia Held, par exemple, refuse d'inclure la notion de civils dans une definition du terrorisme. Elle déclare ainsi

> « I decline to make targeting civilians a defining feature of terrorism. Terrorism is political violence that usually spreads fear beyond those attacked, as others recognize themselves as potential targets [...]. Terrorism's political objectives distinguish it from ordinary crime. Perhaps more than anything else, terrorism resembles small-scale war ».[9]

Je propose donc une distinction entre quatre grands types de définitions philosophiques du terrorisme. Les trois premières catégories définissent le terrorisme en fonction de la nature de ses victimes, alors que la quatrième la refuse. On peut distinguer les catégories les unes des autres par l'attribution des différents prédicats. On pourrait cependant croire que ces distinction repose exclusivement sur l'attribution de différents prédicats : il n'en est rien. En effet, ces différentes catégories de définitions font référence à différents systèmes d'argumentation morale : l'innocentisme fait appel à nos intuitions morales sur la punition des innocents, le non-combattantisme fait appel à la tradition de la guerre juste, le civilisme fait appel à une tradition juridique, celle du droit international.

2. Les « innocents » chez Walzer : polysémie

Dans *Just and Unjust Wars*, Walzer défend une position « innocentiste ». Comme pour d'autres défenseurs de cette position (on pense ici à Igor Primoratz[10] ou plus récemment à Jean Bethke Elshtain[11]), une définition du terrorisme doit contenir une référence à l'innocence des victimes.

Walzer définit donc le terrorisme comme « le meurtre arbitraire de victimes innocentes ».[12] Que faut-il entendre ici par « personnes innocentes » ? La catégorie d'innocence revêt plusieurs significations dans la théorie de Walzer. Dans un premier sens, la catégorie de personnes innocentes est une sous-caté-

[9] HELD, Virginia : *Terrorism and War*. In : Journal of Ethics 8 (2004) 59–75, ici 68.

[10] Igor Primoratz définit le terrorisme comme « this targeting of the innocent is the essential trait of terrorism, both conceptually and morally ». PRIMORATZ, Igor : *What is terrorism ?* In : PRIMORATZ (éd.) : *Terrorism: The Philosophical Issues*, 15–27, ici 20.

[11] Jean Bethke Elshtain définit le terrorisme comme « the random murder of innocent people ». In : ELSHTAIN, Jean Behtke : *Just War Against Terror : The Burden of American Power in a Violent World*. New York : Basic Books 2004, 18–19.

[12] WALZER, Michael : *Just and Unjust Wars : A Moral Argument with Historical Illustrations*. Third edition. New York : Basic Books 2000, 198. Traduction française : *Guerres Justes et Injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*. Paris : Belin 1999, 276.

gorie de la notion de « civils ».[13] Pour lui « la distinction pertinente n'est donc pas établie entre ceux qui travaillent pour l'effort de guerre et les autres, mais entre ceux qui fabriquent ce dont les soldats ont besoin pour se battre et ceux qui produisent ce dont ils ont besoin pour vivre, comme tout un chacun ».[14] De ce fait, les personnes qui produisent les biens nécessaires aux soldats pour se battre peuvent être attaquées, alors que celles qui accomplissent une activité de production qu'elles accompliraient également en temps de paix ne peuvent être attaquées. C'est pourquoi ces personnes sont considérées comme « innocentes »: « nous les qualifions d'*innocents*, un terme technique[15] signifiant qu'ils n'ont rien fait et ne font rien qui implique la perte de leurs droits ».[16] Nous indexicaliserons ce premier sens d'innocence avec le chiffre 1, « innocence[1] = personnes civiles qui en temps de mobilisation économique de guerre ne font rien ou n'ont rien fait qui implique la perte de leurs droits ».

Dans un article publié après le 11 septembre 2001 Walzer diversifie ses définitions du terrorisme : ainsi il propose comme définition du terrorisme révolutionnaire ou des mouvements de libération nationale (comme pour l'IRA, le Front de libération national algérien – le FLN –, l'OLP, le mouvement séparatiste basque) le meurtre délibéré « d'innocents pris au hasard, afin de semer la crainte dans une population et de forcer la main à ses dirigeants politiques ».[17] Comme définition du terrorisme en temps de guerre, il parle d'un terrorisme dont le but est « de tuer un si grand nombre de civils ennemis que leur gouvernement devra capituler »,[18] invoquant l'exemple d'Hiroshima.

Il propose de définir les victimes du terrorisme comme des « gens ordinaires » qui ne sont ni des soldats, ni des personnalités politiques. Cette définition est différente de la première dans la mesure où elle ne considère pas uniquement un contexte de guerre, mais également des contextes de paix, comme dans le cas du terrorisme pratiqué par le mouvement indépendantiste basque. Ainsi, dans sa seconde acception, le terme d'« innocent » fait référence à des « gens ordinaires dans des contextes qui ne sont pas nécessairement des contextes de guerre ». Nous indexicaliserons ce sens d'« innocence » avec le chiffre 2,

[13] « On commence par distinguer les soldats engagés dans l'action des soldats au repos ; on passe ensuite à la distinction entre les soldats comme catégorie et les civils ; on admet enfin des différences entre tel ou tel groupe de civils lorsque le processus de mobilisation économique établit une contribution directe à l'industrie de la guerre », WALZER : *Guerres Justes et Injustes,* 211.

[14] WALZER : *Guerres Justes et Injustes,* 210.

[15] Dans leur traduction, Simone Chambon et Anne Wicke traduisent « term of the art » par « terme ingénieux ». Suivant les réflexions de Richard Norman autour de la notion d'innocence chez Walzer, cette traduction me semble erronée. Je la remplacerais ici par « terme technique ». Cf. NORMAN, Richard: *Ethics, Killing and War.* Cambridge: Cambridge University Press 1995, 168.

[16] WALZER : *Guerres Justes et Injustes*, 211.

[17] WALZER, Michael : *Arguing About War.* New Haven: Yale University Press 2004. Traduction française : *De la guerre et du terrorisme.* Paris : Bayard 2004, 171–172.

[18] WALZER : *De la guerre et du terrorisme,* 172.

« innocence [2] ». Comme je l'ai déjà mentionné plus haut, un troisième sens « d'innocent » – implicite – joue ici un rôle dans la définition de Walzer. En effet, la simple évocation de l'innocence comme caractérisation des victimes du terrorisme viole une intuition morale fondamentale : le fait que l'on ne peut attaquer – ou punir – des personnes innocentes. Même s'il est vrai que la notion d'innocent n'est qu'un terme technique au sein de la théorie de Walzer, il est incontestable que sa condamnation du terrorisme repose également – mais de manière implicite comme dans toutes les définitions de type « innocentiste » – sur la violation de cette intuition morale.

Pour se faire une idée de l'efficacité évaluative d'une définition innocentiste, on comparera les deux propositions suivantes. On remplacera dans la proposition « le terrorisme est le meurtre d'innocents », le terme d'« innocent » par « innocence[1] » (au sens de Walzer). On obtient la définition suivante « le terrorisme est le meurtre de personnes civiles qui en temps de mobilisation économique de guerre ne font rien ou n'ont rien fait qui implique la perte de leurs droits ». Pour que cette proposition ait une valeur normative évaluative, il faudra expliquer pourquoi il est mal de tuer des civils (en invoquant une quelconque forme de la théorie de la guerre juste ou des préceptes du droit humanitaire).

Par contre, en ne remplaçant pas « innocent », mais en gardant la définition telle quelle, on obtient déjà un jugement de valeur.

3. Terrorisme et code politique

Dans sa discussion du terrorisme, Walzer distingue entre le terrorisme qui précède la Seconde Guerre Mondiale et celui qui la suit, la différence résidant dans le respect d'un « code politique, élaboré dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle et qui est à peu près similaire aux lois de la guerre élaborées à la même période ».[19] La distinction élaborée par ce code est *analogue (mais pas identique)* à la distinction établie par les lois de la guerre entre « combattants » et « non-combattants ».

De ce fait, il considère plutôt les actions des terroristes avant la Seconde Guerre Mondiale comme des « assassinats (politiques) », alors qu'après la Se-

[19] WALZER : *Guerres Justes et Injustes,* 276. Il faut ici relativiser quelque peu la distinction établie par Walzer entre « anciens terroristes » et « nouveaux terroristes ». En définissant le terrorisme comme « meurtre arbitraire de personnes innocentes », il semble que ce ne soient pas seulement les « nouveaux terroristes » (post-seconde guerre mondiale) qui se soient spécialisés dans le meurtre d'innocents. Par exemple les Thugs, une secte hindoue qui est déjà documentée au 7ème siècle et dont les activités furent supprimées par les Britanniques vers 1850, tuèrent selon certaines estimations un demi-million de personnes durant leur longue activité, pour la plupart des voyageurs pris au hasard, sacrifiés ensuite à la déesse Kali. Cf. RAPOPORT, David C. : *Fear and Trembling : Terrorism in Three Religious Traditions.* In : The American Political Science Review 78 (1984) 658–677.

conde Guerre Mondiale, il s'agit du « meurtre de personnes innocentes » : « Il ne s'agissait pas de meurtres arbitraires [Walzer parle ici des actions terroristes avant la Seconde Guerre Mondiale] mais d'assassinats politiques : une frontière était tracée que nous n'avons pas de peine à reconnaître comme semblable à celle qui séparait les combattants des non-combattants ».[20]

Selon ce code, ce qui distingue les cibles légitimes des cibles illégitimes est l'activité présente respectivement passée des personnes : les anciens « terroristes » qui respectent le code prennent pour cibles des personnes pour ce « qu'elles ont fait ou font », alors que les « nouveaux » terroristes visent des personnes pour ce « qu'elles sont ».[21] De ce point de vue, ces dernières sont « innocentes », dans la mesure où elles ne sont pas punies ou frappées pour leurs activités passées ou présentes.

Selon Walzer, il faut clairement distinguer entre le code politique et la convention de la guerre. Cette distinction repose sur la distinction entre un fait objectif et un jugement politique : ainsi « le caractère menaçant des activités du soldat est un fait » alors que le caractère injuste des activités d'un personnage politique est une « question de jugement politique ».[22] C'est du fait du manque d'objectivité de ce jugement politique que les terroristes – même s'ils établissent clairement une distinction entre cibles légitimes et illégitimes – restent des meurtriers[23] et non des combattants lorsqu'ils pratiquent l'assassinat politique.

On peut déduire que Walzer condamne le terrorisme pour deux raisons : d'une part du fait du non-respect du principe de discrimination du « code politique » qui établit une différence analogue à la distinction entre combattants et non-combattants, d'autre part du fait que la punition d'innocents n'est moralement pas justifiable. Pour terminer, il est important de préciser que la définition de Walzer établit un lien de nécessité entre le terrorisme et la nature des cibles. Le terrorisme vise nécessairement des innocents.

4. Critique de la définition du terrorisme de Walzer

Ma critique de la définition du terrorisme de Walzer sera structurée en trois points. Dans un premier temps, je critiquerai l'utilisation même du concept d'innocence dans la définition et ses conséquences d'un point de vue moral. Dans un second temps, je critiquerai le lien de nécessité entre le terrorisme et la nature des cibles. Dans un troisième et dernier temps, je critiquerai la distinction établie par Walzer entre terrorisme et assassinat politique dans le cas du terrorisme russe de la fin du XIX^{ème} siècle / début du XX^{ème} siècle.

[20] WALZER : *Guerres Justes et Injustes*, 276.
[21] WALZER : *Guerres Justes et Injustes*, 279.
[22] WALZER : *Guerres Justes et Injustes*, 279.
[23] WALZER : *Guerres Justes et Injustes*, 279.

Le premier point de ma critique est l'utilisation par Walzer du concept d'innocence dans sa définition du terrorisme, indépendamment de la manière dont il définit l'innocence. Il s'agit d'une critique qui s'applique non seulement à sa définition, mais à tous les défenseurs de position dites « innocentistes ». En effet le recours au concept d'innocent pose plusieurs problèmes : d'une part, la punition de personnes innocentes va à l'encontre de l'intuition morale répandue selon laquelle on ne peut tuer un innocent (du fait qu'il/elle est justement innocent/e). Suivant cette intuition, Walzer construit un jugement dans la définition même : le terrorisme ne peut jamais être justifié, ce qui disqualifie a priori une réflexion éthique sur le phénomène. Le second problème posé au niveau d'une réflexion éthique du terrorisme est – si l'on va à l'encontre de l'intuition selon laquelle on ne peut tuer d'innocent – la restriction des options de réflexion éthique sur le terrorisme : en effet, dans ce cas, seule une position conséquentialiste pourra être considérée dans l'évaluation morale du phénomène, ce qui restreint considérablement les possibilités. On retrouve cette critique dans le propos d'Igor Primoratz:

> « those familiar with philosophical debates about consequentialism will recall that one of the standard objections to it has been that it implies that punishment of the innocent is justified when its consequences are good (on balance). This objection can only get off the ground because consequentialism denies that in such matters a person's innocence is morally decisive in itself ».[24]

Qui plus est la définition de Walzer est contre-intuitive par rapport à sa propre conception de la guerre juste. En effet, selon la typologie qu'il propose, aucun soldat n'est innocent dans un contexte de guerre. Mais que faire des soldats victimes d'attentats terroristes ? Par exemple, en 1983 au plus fort de la guerre civile libanaise, les troupes américaines et françaises furent victimes de deux attentats au camion piégé, par l'organisation chiite *Hezbollah*. Dans ces attaques, les Américains perdirent 241 Marines, à la suite de quoi ils retirèrent leurs troupes du sol libanais. Si les victimes du terrorisme doivent être considérées comme des innocents, alors ces soldats étaient des innocents, mais en même temps des non-innocents puisqu'il s'agissait de soldats dans un contexte de guerre.

La définition des victimes du terrorisme nous pose alors face à un dilemme : a) on peut soit considérer que ces attentats ne constituent pas du terrorisme b) soit qu'ils constituent du terrorisme, mais que les victimes n'étaient pas innocentes, ce qui équivaudrait à réviser la définition proposée des victimes du terrorisme. La solution a) est problématique dans la mesure où elle est contre-intuitive : les attentats du Hezbollah sont considérés comme des actes paradigmatiques de terrorisme.

24 PRIMORATZ (éd.) : *Terrorism : The Philosophical Issues*, xiii.

Pour terminer, il semble ici également approprié de remettre en question la distinction établie par Walzer entre « terrorisme » et « assassinat politique » : les actions des terroristes russes sont considérées comme des assassinats politiques, alors que les actions des terroristes modernes sont du terrorisme.

Même si cette distinction semble séduisante, elle semble douteuse pour deux raisons : d'une part, au niveau de l'historiographie moderne du terrorisme. En effet, celle-ci considère véritablement les actes de Narodnaya Volya (« la volonté du peuple » responsable de l'assassinat du Tsar Alexandre II en 1881) et des Socialistes Révolutionnaires (responsables de l'assassinat du Grand Duc Serge en 1905) comme des terroristes. On pourrait ici objecter qu'il n'existe pas une seule historiographie, mais plusieurs et que celle-ci est au mieux affaire de convention entre spécialistes. Pourtant, cette analyse omet deux faits importants dans l'histoire de Narodnaya Volya et des Socialistes Révolutionnaires: d'une part leurs campagnes, même si elles ne visaient pas à terroriser des civils avaient pour objectif de *terroriser* les classes dirigeants russes et que, contrairement aux mouvements terroristes qui suivront, Narodnaya Volya se reconnaissait explicitement comme une organisation terroriste. Ainsi par exemple Vera Zasulich déclare lorsqu'elle est capturée après avoir attenté à la vie du gouverneur de St-Pétersbourg, Trépov: « je ne suis pas une criminelle, je suis une terroriste ».[25] Qui plus est, dans les documents liés à leur organisation, l'Organisation de combat (une organisation des Socialistes Révolutionnaires) déclare utiliser des actions terroristes.[26]

B. Les urgences suprêmes

1. Walzer et les urgences suprêmes

Dans sa discussion de la seconde guerre mondiale, et plus spécifiquement la décision britannique de bombarder les villes allemandes, Walzer offre un argument pour ce qu'il appelle les « urgences suprêmes » (« supreme emergencies »), un terme calqué sur la rhétorique de Winston Churchill en faveur de ces bombardements.

Dans son ouvrage, Walzer défend le principe de discrimination des non-combattants/civils dans les conflits armés. Il entend par cela que dans les conflits armés, les civils (ou les innocents, comme nous l'avons plus haut) ne peuvent être la cible directe d'offensives militaires. Il voit cependant une exception à ce principe, et c'est justement le cas de « l'urgence suprême ». Pour Walzer, le respect de la convention de la guerre interdit l'usage de la violence

[25] Ulan, Adam B. : *In the Name of the People.* New York : Viking Press 1977, 269.

[26] Chaliand, Gérard / Blin, Arnaud : *Histoire du Terrorisme. De l'Antiquité à Al Qaida.* Paris : Bayard 2004, 173.

directe contre des civils, mais dans certaines circonstances, certains dangers peuvent exiger de prendre pour cibles directes des civils.[27]

Il est important de signaler ici que Walzer n'affirme pas que les urgences suprêmes soient moralement justifiées, mais moralement défendables. En effet, selon lui, le principe de discrimination est toujours valable, mais dans certaines conditions, il doit être « outrepassé » (« overriden »). Il suggère deux conditions qui *doivent être satisfaites simultanément* pour les cas d'urgence suprême. Tout d'abord le danger doit être imminent. Deuxièmement, la nature de la menace doit être « exceptionnelle et terrifiante ».[28] Alors que la détermination de l'imminence d'une menace semble peu problématique, la détermination de la nature de la menace est entourée d'un halo d'ambiguïté qui autorise deux reconstructions de cette condition.

La première, que j'appellerais « reconstruction objectiviste », vise à séparer d'une part la perception de la menace par les parties en question de la nature même de la menace. En effet, elle postule l'existence d'un « observateur extérieur »[29] qui disposerait dans une certaine mesure de critères objectifs qui ne sont pas – ou peu influencés – par la propagande en temps de guerre. La seconde que j'appellerais « reconstruction subjectiviste » ne donne pas des conditions objectives pour la détermination de la nature de la menace : ce sont les parties en question qui estiment si elles sont confrontées à une menace « exceptionnelle et terrifiante ». Le type de reconstruction choisi dépend de l'importance accordée aux différentes remarques proposées par Walzer.

a) Reconstruction objectiviste

Walzer nous met en garde : souvent, l'ennemi est dépeint comme étant une menace « exceptionnelle et terrifiante » à des fins de propagande, pour exhorter les soldats et renforcer leur moral :

> « De telles analyses ne sont pas rares, on l'imagine, en temps de guerre. On pense volontiers que l'ennemi (c'est en tout cas ce que l'on dit) est exceptionnel et terrifiant. Les soldats sont enclins à se battre avec acharnement s'ils pensent qu'ils combattent pour la survie de leur pays et de leur famille, s'ils pensent que la liberté, la justice et la civilisation elle-même sont menacées ».[30]

Il postule alors que, pour qu'il s'agisse objectivement d'une menace dont la nature est « exceptionnelle et terrifiante », l'évaluation des descriptions sur la na-

[27] WALZER : *Guerre Justes et Injustes*, 341.

[28] WALZER : *Guerre Justes et Injustes*, 343.

[29] WALZER : *Guerre Justes et Injustes*, 343.

[30] WALZER : *Guerre Justes et Injustes*, 343. Dans la version originale, Walzer parle de « descriptions » et non d' « analyses », comme proposé dans la traduction.

ture de la menace doit paraître plausible à un « observateur extérieur ».[31] Il rajoute : « cette analyse n'est pas toujours plausible pour l'observateur extérieur, et l'on peut soupçonner que la part qu'y tient la propagande est également perçue par nombre de combattants ».[32]

En effet, tous les conflits ne constituent pas des guerres autour de valeurs humaines fondamentales :

> « La guerre n'est pas toujours un combat pour des valeurs ultimes, où la victoire d'un côté signifierait un désastre humain pour l'autre. Il est nécessaire d'observer un certain scepticisme face à ces sujets, de cultiver une prudente incrédulité face à la rhétorique de temps de guerre et de chercher une pierre de touche qui permette d'apprécier les arguments fondés sur l'extrême nécessité ».[33]

Je reconstruirai donc la prémisse objectiviste de la manière suivante :

a) si un état est confronté à un danger considéré comme imminent, exceptionnel et terrifiant pour lui et ses valeurs les plus fondamentales par un observateur extérieur, alors il est moralement défendable pour cet état de violer les prohibitions morales exprimées dans le principe de discrimination des non-combattants/civils.

Il faut cependant rajouter une restriction à cette prémisse : les raids contre les villes allemandes ont continué quasiment jusqu'à la fin de la guerre (Dresde fut, par exemple, détruite en février 1945, soit trois mois avant la capitulation inconditionnelle en mai), même si la guerre était « virtuellement » gagnée. Selon Walzer, dès le moment où la guerre était virtuellement gagnée, l'Allemagne nazie ne constituait plus une menace imminente et donc les bombardements n'étaient plus moralement défendables. Par conséquent, la prémisse devrait être modifiée de la manière suivante :

a') si un état est confronté à un danger considéré comme imminent, exceptionnel et terrifiant pour lui et ses valeurs les plus fondamentales par un observateur extérieur, alors il est moralement défendable pour cet état de violer les prohibitions morales exprimées dans le principe de discrimination des non-combattants/ civils, aussi longtemps que la menace est encore imminente.

b) Reconstruction subjectiviste

Pourtant cette première reconstruction ne s'impose pas d'elle-même. En effet, dans la présentation qu'il fait de l'argument, il nous demande de *nous* imaginer dans une position où *nous* devrions prendre la décision. De manière plus

31 Dans un autre texte, il précise quelque peu ce qu'il entend par « observateur extérieur »: il s'agirait d'un « historien » ou d'un « observateur détaché ». Cf. WALZER, Michael : *World War II : Why Was This War Different ?* In : Philosophy and Public Affairs 1 (1971) 3–21, ici 4.

32 WALZER : *Guerre Justes et Injustes*, 343.

33 WALZER : *Guerre Justes et Injustes*, 343.

générale, il nous demande la décision que nous prendrions si nous étions une des parties en conflit :

> « Suppose that I sat in the seat of power and had to decide whether to use the Bomber Command [...] against cities. Suppose further that unless the bombers were used in this way, the probability that Germany would eventually be defeated would be radically reduced ».[34]

En nous demandant de juger comme si *nous* étions l'une des parties en conflit, la détermination « objective » de la nature par un observateur extérieur est abandonnée : les conditions de détermination sont fixées par les parties en conflit. C'est ce point qu'a mis en évidence Robert Holmes dans sa reconstruction de l'argument :

> « One acts necessarily upon what he believes. People can only apply principles that seem to them relevant. And this allows for error. So, if one lays down such requirements for a just war as that one have a just cause, what this means in practice is that nations may resort to war when they believe they have a just cause [...] There is no correcting mechanism by which to detect errors ».[35]

Je reconstruirai la prémisse subjectiviste de la manière suivante :

b) si un état estime sérieusement être confronté à un danger imminent, exceptionnel et terrifiant pour lui et ses valeurs les plus fondamentales, alors il est moralement défendable pour cet état de violer les prohibitions morales exprimées dans le principe de discrimination des non-combattants/ civils, aussi longtemps qu'il estime que la menace est encore imminente.

Le problème de la reconstruction de Holmes est de ne justement pas avoir vu que Walzer proposait également une lecture objectiviste de la prémisse. On pourrait également supposer que celui-ci n'ait pas considéré la reconstruction objectiviste pour des raisons de plausibilité. En effet qui serait cet « observateur extérieur » ? Est-il possible dans un contexte de guerre mondiale d'avoir un observateur extérieur, non politisé et neutre ? Comme je le suggérerai plus tard – conformément à la proposition de Walzer qui voit un historien comme un observateur extérieur – ceci est possible mais *hors contexte, à un moment ultérieur*, chronologiquement au-delà de la situation de conflit et dans un contexte libéré des aléas de la guerre.

[34] J'utilise ici volontairement la version originale anglaise. En effet, la traduction française traduit « I sat in the seat of power » par « supposons que j'aie eu le pouvoir », qui semble « aplanir » l'expression même qui créé l'ambiguïté à l'origine de la distinction entre reconstruction subjectiviste et objectiviste. En effet, « sit in the seat of power » met parfaitement en évidence que c'est l'une des parties en question qui est responsable de l'évaluation de la menace. La traduction française ne me semble pas suffisamment rendre cet aspect.

[35] HOLMES, Robert : *On War and Morality.* Princeton: Princeton University Press 1989, 172–173.

Holmes touche cependant ici un point important, qui semble être à la base de son omission de la reconstruction objectiviste: l'argument des urgences suprêmes, donc une moralité de l'urgence est intéressant dans la mesure où il doit aider les parties, *confrontées à de tels choix en temps de guerre*, à prendre des décisions morales. Dans le cas contraire, l'intérêt de cet argument ne serait que purement académique[36] – comme je le suggérerai plus tard – confiné à des cercles d'intellectuels dont les jugements ne sont pas biaisés par un manque d'informations précises (ce que l'on pourrait justement considérer comme une spécificité de la guerre), mais informés par une pondération patiente qui n'aurait toutefois aucune conséquence en termes pratiques.

2. Urgences suprêmes et terrorisme[37]

Lorsque l'on étudie le terrorisme, et en particulier le terrorisme pratiqué par certains groupes, on est frappé par l'évaluation manichéenne et eschatologique que proposent les acteurs du conflit.[38] En effet, celui-ci dépasse un simple conflit politique ou religieux : il s'agit généralement d'un conflit métaphysique entre le bien et le mal – ou comme le dit Mark Juergensmeyer dans une importante étude sur le sujet – d'une « guerre cosmique ».[39]

Pour prendre un exemple plus concret, la secte Aum Shinryko – responsable des attaques au gaz sarin dans le métro de Tokyo en 1995 – et en particulier son maître, Shoko Asahara pensaient qu'il existait une vaste conspiration mondiale entre des éléments japonais, américains et juifs pour détruire une partie de l'humanité, saper les fondements du Japon, et contrôler le monde.[40]

[36] La position de Walzer sur ce point est loin d'être claire. En effet, dans un article postérieur, celui-ci écrit : « L'urgence suprême, c'est cet instant crucial où il importe de prendre des decisions héroïques, où les nations et leurs dirigeants sont jugés selon les measures adoptées... en désespoir de cause, car ce sont toujours celles que nous voudrions éviter si possible. Je souhaite que cette heure ne sonne jamais pour mon pays et mes concitoyens : *contentons nous ici d'un débat théorique et d'un exercice pédagogique* [...] » (c'est moi qui souligne), WALZER : *De la guerre et du terrorisme*, 57. Même s'il est vrai que Walzer parle d'une « discussion théorique » et d'un « exercice pédagogique », il signale tout de même que les urgences suprêmes constituent un moment héroïque pour des nations confrontées à un tel dilemme. Il semble donc qu'il ne s'agisse pas d'une discussion simplement théorique, mais d'un choix à faire en temps de guerre par les parties en conflit.

[37] J'ai bénéficié pour mes réflexions sur la vision du monde proposée par les terroristes religieux du soutien du Dr. Jean-François Mayer, rédacteur en chef du site d'études sur le terrorisme, www.terrorisme.net. Qu'il en soit remercié.

[38] Cf. BURUMA, Ian / MARGALIT, Avishai : *Occidentalism, The West in the Eyes of its Enemies.* London : Penguin Books 2004, 101–102.

[39] JUERGENSMEYER, Mark : *Terror in the Mind of God.* Berkeley : University of California Press 2003. Traduction française : *Au nom de Dieu, ils tuent !* Paris : Editions Autrement 2003, 144.

[40] READER, Ian : *A Poisonous Cocktail ? Aum Shinrikyo's Path to Violence.* Copenhagen : NIAS Books 1996, 67.

Cette notion de guerre cosmique opposant des principes métaphysiques – le bien contre le mal – a évidemment des incidences sur la perception de l'ennemi. Contrairement à une guerre classique, toute paix est impossible avec un tel ennemi, puisqu'il s'agit du mal.

Une autre caractéristique des guerres cosmiques est que souvent les protagonistes les considèrent comme un conflit de nature défensive, visant à préserver l'identité d'une communauté.[41] Par exemple, dans sa « Déclaration du jihad contre les Américains qui occupent le pays des deux lieux saints », Oussama ben Laden déclare :

> « chacun d'entre vous sait quelle injustice, quelle oppression, quelle agression subissent les musulmans de la part de l'alliance judéo-croisée et de ses valets ! A tel point que le sang des musulmans n'a plus aucun prix, que leurs biens et leur argent sont offerts en pillage à leurs ennemis ».[42]

Si l'on considère l'argument en faveur des urgences suprêmes dans sa reconstruction subjectiviste et en particulier les conditions qui doivent être satisfaites, les terroristes religieux dans leur évaluation de la menace considèrent que l'ennemi constitue un danger « exceptionnel et terrifiant ». En effet, du fait des dimensions eschatologiques du combat, l'ennemi ne peut être que diabolique.

Qui plus est, les protagonistes considèrent également qu'il s'agit d'une guerre défensive, dictée par la survie de l'identité d'une communauté et de ses valeurs les plus fondamentales. De ce fait, leurs actions terroristes pourraient parfaitement être justifiées par l'argument des urgences suprêmes, dans sa reconstruction subjectiviste.

On pourrait ainsi dire que la théorie philosophique de la guerre juste de Walzer condamne d'une part implicitement le terrorisme, mais d'autre part permettrait de le justifier de manière indirecte.

Cette dernière considération doit faire l'objet de deux critiques : d'une part, Walzer ne prend en considération que les états et non des groupes subétatiques (comme le sont les groupes terroristes). D'autre part, celui-ci se pose également la question de savoir si l'argument des urgences suprêmes pourrait justifier le terrorisme. Sa réponse est cependant négative : « Le terrorisme serait-il justifié en cas « d'urgence suprême » [...]? Peut-être mais seulement si l'oppression combattue constituait un génocide [...]. Mais ce genre de menace n'a jamais joué dans les cas récents d'activités terroristes ».[43]

Même s'il est vrai que l'on a reproché à Walzer d'accorder une suprématie aux États dans sa théorie au détriment des groupes sub-étatiques, celui-ci accepte les États, pour autant qu'ils défendent l'existence d'une communauté.

41 JUERGENSMEYER : *Au nom de Dieu, ils tuent !*, 159.

42 KEPEL, Gilles (éd.) : *Al-Qaida dans le Texte*, Paris : Presses Universitaires de France 2005, 51.

43 WALZER : *De la guerre et du terrorisme*, 84.

Par communauté, il entend « [la communauté] ne représente pas seulement les individus, mais l'entité collective – religieuse, politique ou culturelle – qu'ils composent dans leur ensemble, et qui leur inspire certains traits de caractère, certaines pratiques et certaines croyances».[44] Il faut distinguer ici la communauté de l'État-nation: pour Walzer, l'Etat-nation est important dans la mesure où il sert les objectifs communs de la communauté, mais il lui reste subordonné.

Une communauté politique n'est cependant pas exclusivement un phénomène limité au présent: elle entretient des relations avec le passé et le futur. Ainsi une communauté politique est le résultat de certaines pratiques ancestrales qui forment les pratiques actuelles qui seront à leur tour léguées aux générations à venir, « cet effort de continuité, renouvelé de génération en génération, représente un aspect capital de l'existence humaine et c'est la communauté qui l'incarne ».[45] Cette dernière affirmation s'explique par le fait que selon Walzer, une communauté politique est fondée sur un contrat social à la Edmund Burke, c'est-à-dire « un contrat entre les vivants, les morts, et ceux qui ne sont pas encore nés ».[46]

C'est l'importance de la communauté qui permet la transgression du principe de discrimination des non-combattants/civils : ainsi si un groupe terroriste défendait par ses actions les valeurs fondamentales et identitaires d'une communauté, ses actions pourraient être justifiées. On pourrait donc considérer que Ben Laden défend les valeurs fondamentales et identitaires de l'Oumma, la communauté musulmane, et que par conséquent ses actions sont justifiées.

Selon Walzer, seul un génocide pourrait justifier l'utilisation du terrorisme comme « urgence suprême ». Même s'il ne précise pas de quel génocide il s'agit, Walzer a probablement en tête l'Holocauste. Pourtant, en bombardant les villes allemandes à partir de 1942, *les Anglais ne tentaient pas d'y mettre fin* (on peut même se demander s'ils en étaient pleinement conscients à cette époque[47]), mais suivaient des considérations de « survie de la nation », indépendantes de la question du traitement des juifs.[48]

[44] WALZER : *De la guerre et du terrorisme*, 69.

[45] WALZER : *De la guerre et du terrorisme*, 70.

[46] WALZER : *De la guerre et du terrorisme*, 42.

[47] Il semble en effet que la « solution finale » ne prit forme qu'entre 1940 et 1942, après que l'idée de la déportation vers Madagascar eut été définitivement abandonnée. Au moment où les Anglais prirent la décision de bombarder les villes allemandes, l'idée de la solution finale n'aurait donc été que dans une phase préliminaire.
A ce sujet l'historien Ian Kershaw note « Les représentants juifs furent informés que les autorités envisageaient leur installation dans un territoire colonial encore indéterminé. Quelques jours plus tôt, Franz Rademacher, chef de la section juive aux Affaires étrangères, avait soumis un mémorandum prévoyant la création d'une réserve à Madagascar – proposition apparemment bien accueillie par Himmler, mentionnée le même mois par Hitler dans ses entretiens avec Mussolini

Si au contraire, on argumentait maintenant que les Anglais étaient parfaitement conscients de ce qui se passait, le bombardement des villes allemandes semble relativement inefficace comme mesure *directe pour mettre un terme au génocide*: peut-être aurait-il fallu envisager un bombardement des infrastructures ferroviaires qui permettaient d'alimenter les camps, voire la destruction des infrastructures concentrationnaires elles-mêmes.

En considérant le bombardement des villes allemandes comme une mesure prise afin d'éviter un génocide de la population anglaise, Walzer soulève cependant une question importante : même s'il est vrai que le traitement des populations occupées et annexées par les Allemands était brutal, aucun indice ne laisse supposer qu'une population autre que la population juive ne risquait un génocide *au moment où fut prise la décision de bombarder les villes allemandes* (1941). On peut donc en conclure que la décision de bombarder les villes allemandes ne fut probablement pas prise non plus pour éviter un génocide de la population anglaise. Dans ce cas, le lien établi ici entre génocide et urgence suprême, même dans le cas du bombardement des villes allemandes ne semble pas pertinent.

3. Critiques de l'argument de Walzer

L'argument des « urgences suprêmes » est problématique pour plusieurs raisons. Pour développer ma critique, je reprendrai dans un premier temps les arguments avancés par le philosophe australien Tony Coady.[49] Selon Coady, l'argument des urgences suprêmes souffre au moins de trois grands défauts : d'abord il est post-factum. C'est-à-dire que dans l'évaluation de la nature de la

et Ciano, et *qui ne seraient finalement abandonnée qu'au début 1942*. Comme l'indiquent plusieurs études récentes, ce « Plan Madagascar » manifestement pris très au sérieux pendant un certain temps ne peut être considéré comme une simple manœuvre destinée à camoufler les premières étapes de la « solution finale » (c'est moi qui souligne) », KERSHAW Ian : *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation.* Paris : Gallimard 1997, 191.

[48] En fait, Walzer l'avoue lui-même, dans un article antérieur: « Et ce bombardement ininterrompu n'avait pas pour objectif (comme on aurait pu l'imaginer) d'empêcher ou de venir à bout de la campagne antijuive menée par les nazis. L'Holocauste aurait pu constituer en lui-même une nouvelle urgence suprême, mais il ne figurait pas dans l'esprit des hommes qui optèrent pour une stratégie de bombardements; ils ne pensaient pas agir dans les intérêts de la communauté juive européenne » WALZER : *De la guerre et du terrorisme*, 75.

[49] COADY, Tony : *Terrorism, Morality, and Supreme Emergency.* In : PRIMORATZ (éd.) : *Terrorism : The Philosophical Issues*, 81–93. La reconstruction de l'argument des urgences suprêmes de Coady est incomplète : en effet, celui-ci le considère comme un cas de « mains sales » (cf. 84 et 89–91), selon lequel les nécessités de la vie politique obligent parfois les politiciens à surpasser certaines prohibitions morales profondes. Ceci est effectivement le cas si l'on reconstruit l'argument de manière subjectiviste : ce sont les acteurs confrontés à certains choix qui doivent parfois surpasser certaines prohibitions morales profondes. Pourtant, reconstruit d'un point de vue objectiviste, il ne s'agirait pas d'un cas de « mains sales », puisque la pondération morale n'est pas celle du politicien en situation, mais celle d'un observateur extérieur.

menace que fait Walzer pour déterminer son caractère « exceptionnel et terrifiant », celui-ci inclut des éléments qui n'étaient pas à disposition de Churchill et du gouvernement anglais à l'époque et qui n'eurent pas d'influence sur la décision de bombarder les villes allemandes. Ainsi, selon Coady, l'énormité de l'Holocauste n'était pas pleinement reconnue à l'époque.[50]

Deuxièmement, il semblerait qu'au moment où commencèrent les bombardements, la menace d'une défaite contre l'Allemagne nazie n'était plus aussi imminente : en effet, la « Guerre d'Angleterre » (guerre pour la suprématie aérienne au-dessus de l'Angleterre) avait été gagnée par les Anglais – qui avaient infligé de lourdes pertes à la Luftwaffee – à la fin de l'année 1940 ; à la fin 1941, les nazis avaient été repoussés des portes de Moscou par les armées de Staline, alors que les États-Unis étaient entrés en guerre contre le Japon et l'Allemagne nazie, à la suite de Pearl Harbour.[51]

A la fin de la guerre, Churchill décrivit ainsi ses réactions de l'époque face à ces victoires: « So we had won after all ! Hitler's fate was sealed and there was no more doubt about the end ».[52]

Les conditions pour une urgence suprême semble également souffrir d'un troisième problème (dont Coady ne parle pas): alors qu'elles justifient les bombardements des villes allemandes, elles pourraient également justifier la campagne de l'Allemagne nazie contre les populations civiles sur le front de l'Est, ce qui est moralement contre-intuitif.

4. Front de l'Est : reconstruction objectiviste et subjectiviste

Considéré du point de vue des nazis, la menace communiste remplissait les critères pour une urgence suprême : il s'agissait d'une menace exceptionnelle et terrifiante. Même s'il est incontestable que la propagande nazie avait joué un rôle en attisant la peur Allemands, il n'en demeurait pas moins que pour les soldats au front et la population en Allemagne même, une victoire soviétique aurait constitué la fin de la civilisation germanique. L'historien de la Wehrmacht Omer Bartov note par exemple que :

> « on avait appris aux soldats de la Wehrmacht à considérer que capituler face à l'Armée rouge revenait à se livrer au diable, tant sur le plan individuel que sur le plan national ; individuellement, les soldats allemands étaient persuadés que les Soviétiques les tueraient immédiatement ; collectivement, ils considéraient que la

[50] COADY : *Terrorism, Morality, and Supreme Emergency*, 86.

[51] COADY : *Terrorism, Morality, and Supreme Emergency*, 87.

[52] GARRETT, Stephen A : *Ethics and Airpower in World War II : The British Bombing of German Cities*. New York : St Martin's Press 1993, 148.

> victoire soviétique signerait l'arrêt de mort de la civilisation, déclencherait une véritable apocalypse ».[53]

D'un point de vue subjectiviste, l'argument des urgences suprêmes pourrait justifier les exactions commises par les nazis sur le Front de l'Est : pour la population allemande et ses soldats, une victoire de l'ennemi bolchevique aurait tout simplement signifié la fin de la civilisation et donc de toute communauté politique.

On pourrait objecter à cette justification que dans le cas du bombardement des villes allemandes par les Anglais, il s'agissait d'une réponse *défensive* au Blitz nazi, et non d'une offensive comme le fut l'opération contre l'Union soviétique. Pourtant même s'il est vrai que l'opération Barberousse de l'Allemagne constituait effectivement une agression, on pourrait soit considérer qu'il s'agissait d'une action « préventive » contre l'imminence du danger soviétique, soit ne prendre que les exactions de la dernière phase de la guerre qu'on pourrait considérer comme des mesures « défensives » contre les atrocités perpétrées par les Soviétiques.

Dans la perspective d'une action préventive, le philosophe Robert Holmes considère qu'on pourrait parfaitement invoquer l'argument des urgences suprêmes pour justifier l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS,

> « But Mein Kampf represents the German nation (meaning the German people, not the state) as confronting the very kind of threat to its survival and values that Walzer takes to justify supreme emergencies and that just war theorists almost universally take to constitute a just cause. Hitler saw the German nation as threatened by a Marxist-Jewish conspiracy of diabolical proportions, sapping its life, poisoning its blood, and dragging it down from its prior heights of cultural achievement ».[54]

Même s'il satisfait une reconstruction subjectiviste, l'argument proposé pour justifier les exactions commises par les nazis sur les populations civiles pourrait-il satisfaire une reconstruction objectiviste ?

Selon cette reconstruction, seul un observateur extérieur, indépendant et qui ne serait pas influencé par la propagande des parties en conflit pourrait déterminer s'il s'agit effectivement d'un cas d'urgence suprême, c'est-à-dire montrer que la menace est imminente et d'autre part terrifiante et exceptionnelle. Dans le cas d'un conflit de proportion mondiale, ceci semble difficile à trouver.

On peut tenter de montrer comment l'argument de la fin de la civilisation germanique – et donc du caractère exceptionnel et terrifiant de la menace – ne

53 BARTOV, Omer : *Hitler's Army: Soldiers, Nazis and War in the Third Reich*. New York : Oxford University Press 1992, 34–35. Traduction française *L'Armée d'Hitler, La Wehrmacht, les Nazis et la Guerre*. Paris : Hachettes Littératures, 61.

54 HOLMES : *On War and Morality*, 172.

fut pas seulement invoqué par les nazis, victimes de leur propagande, mais *ultérieurement* et par d'autres parties, lorsque le système de propagande n'existait plus. A ce titre, il est intéressant de constater que l'argument de la menace communiste et de l'Allemagne comme rempart à ce péril fut invoqué par les vainqueurs lors de la reconstruction des institutions militaires allemandes[55] (dans ce cas, cet argument était influencé par un nouveau type de propagande : « la peur du rouge »).

Une autre possibilité est de prendre une distance temporelle encore plus grande et d'essayer de considérer la « menace bolchevique » avec du recul. Comme le précise Walzer, un historien pourrait satisfaire aux conditions requises pour un « observateur extérieur » (même s'il ne précise pas de quelles conditions il s'agit).

A ce titre, l'exemple d'Andreas Hillgruber – défunt professeur d'histoire à l'université de Cologne – est très instructif. Andreas Hillgruber fut l'un des principaux protagonistes de la querelle dite « des historiens » (*Historikerstreit*) qui fit rage dans les années 1980 au sein des élites intellectuelles allemandes.[56] Dans un livre publié en 1986, celui-ci enjoint les historiens à

> « s'identifier au destin concret de la population allemande à l'Est et aux efforts désespérés et coûteux de l'Ostheer et de la marine allemande dans la mer Baltique, qui visaient à défendre la population de l'Est de l'Allemagne contre la vengeance de l'Armée rouge, les viols collectifs, les assassinats arbitraires et les innombrables déportations ».[57]

Comme exemple des exactions russes, il prend la localité de Nemmersdorf en Prusse orientale, qui avait été reconquis par la Wehrmacht à la mi-octobre 1944 et qui offrit aux soldats « une image effrayante de femmes violées, tuées et d'enfants assassinés ».[58]

Convaincu de l'importance de la menace bolchevique lors de son avancée vers l'Allemagne, celui-ci reproche même à la population et à la Wehrmacht de l'avoir sous-estimée, voire ignorée.[59]

Cette dernière remarque est capitale dans la mesure où elle affirme le sérieux de la menace soviétique, basé notamment sur les exactions commises contre les populations civiles lors de l'avancée de l'Armée rouge. Même avec

[55] C'est moi qui souligne. BARTOV : *L'Armée d'Hitler, La Wehrmacht, les Nazis et la Guerre,* 197.

[56] Pour un compte-rendu de la querelle des historiens, voir KERSHAW : *Qu'est-ce que le nazisme ?,* 361–395.

[57] HILLGRUBER, Andreas : *Zweierlei Untergang. Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums.* Berlin : Wolf Jobst Siedler 1986, 24–25. Je reprends la traduction française proposée dans BARTOV : *L'Armée d'Hitler, La Wehrmacht, les Nazis et la Guerre,* 202.

[58] HILLGRUBER : *Zweierlei Untergang. Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums,* 19.

[59] HILLGRUBER : *Zweierlei Untergang. Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums,* 27.

40 ans de recul, Hillgruber – qui en tant qu'historien satisferait probablement les critères de « l'observateur extérieur » – considère la menace soviétique comme exceptionnelle et terrifiante, puisqu'elle mettait directement en danger la population civile allemande. Par conséquent, les exactions commises lors du retrait des forces allemandes devant l'offensive de l'armée rouge qui menaçait les populations civiles allemandes pourraient constituer une urgence suprême et donc être justifiée par la théorie walzérienne.

Conclusion

Les objectifs du présent article étaient multiples : d'une part esquisser une typologie des positions définitionnelles philosophiques du terrorisme (il s'agit ici de la distinction entre positions « innocentiste », « non-combattantiste », « civiliste » et « abstentionniste ») et de montrer les problème posés en particulier par la position innocentiste que défend Walzer. J'ai ensuite essayé de démontrer comment l'argument philosophique des urgences suprêmes pourrait justifier le terrorisme religieux et qu'indépendamment de la reconstruction de l'argument qu'on favorise (subjectiviste ou objectiviste), celui-ci pourrait aboutir à des conclusions morales contre-intuitives : dans sa reconstruction subjectiviste, celui-ci justifie les exactions commises par l'Allemagne nazie lors de son invasion de l'URSS.

Il est également possible de reconstruire l'argument de manière objectiviste et de montrer que même dans ce cas – comme le montre le propos de Hillgruber – l'Armée rouge constituerait une menace « exceptionnelle et terrifiante » et que lors du retrait des troupes allemandes et de la défense de l'Est allemand, les exactions sur les populations civiles auraient pu être justifiées. Pour ces raisons, il me semble nécessaire de rejeter l'argument des urgences suprêmes.

Abstract

The following contribution focuses on Michael Walzer's definitions of terrorism and his notion of "supreme emergency".

I dedicate the first part of my paper to the general problem of defining terrorism, but I also focus on Walzer's definitions of the concept. In the second part I show how the argument of supreme emergencies proposed to justify the bombings of German cities during World War II by the British could be "reversed" to justify terrorism. In the last part of my paper, I refute the argument of supreme emergencies by pointing to certain counterintuitive implications.